

# **CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 9 DECEMBRE 2010 CONTENANT LA PROLONGATION DE L'ACCORD DE PAIX SOCIALE 2010**

## **CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION**

### **Article 1**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, y compris les ouvriers et ouvrières à domicile.

## **CHAPITRE II - DUREE**

### **Article 2**

La présente convention collective de travail prolonge la convention collective de travail du 27 janvier 2010 contenant l'accord de paix sociale comme stipulé ci-après.

La présente convention collective de travail est applicable du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 mars 2011 inclus, excepté les articles 10 et 11 - qui s'appliquent jusqu'au 30 septembre 2011 - et contient les nouveaux accords valables durant cette période.

## **CHAPITRE III - CONDITIONS DE TRAVAIL**

### **Article 3**

Les dispositions des § 1. à 3 inclus restent applicables durant la durée de la présente convention collective de travail.

§ 1. En application des dispositions de l'article 3 de la convention collective de travail du 29 novembre 2007 et à l'exception des entreprises qui fournissent à l'industrie automobile et dans les entreprises de fabrication, traitement, réparation, entretien, location, placement de tentes ou qui en font le commerce, un système de chèque-repas a été instauré depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009, conformément aux dispositions de l'article 19bis §2 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Le chèque-repas a une valeur nominale de 2 € le chèque, où l'intervention de l'employeur s'élève à 0,91 € et celle du travailleur à 1,09 €.

Dans les entreprises qui disposaient déjà d'un système de chèques-repas, ces derniers ont été augmentés de 0,91 € ou de la différence entre le montant déjà octroyé et le montant maximum permis prévu à l'article 19bis §2 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, si cette différence était inférieure à 0,91 €, à dater du 1<sup>er</sup> juin 2009.

Dans les entreprises où les 0,91 € précités ne pouvaient être octroyés entièrement sous forme de chèques-repas, un avantage équivalent devait être octroyé pour le solde restant. Ce système doit être poursuivi.

§ 2. A dater du 1<sup>er</sup> avril 2010, l'intervention de l'employeur dans le chèque-repas est augmentée de 0,30 €. Par conséquent, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2010, le chèque-repas minimal a une valeur nominale de 2,30 € par chèque-repas, où l'intervention de l'employeur s'élève à 1,21 € et l'intervention du travailleur à 1,09 €.

Dans les entreprises qui le 31 mars 2010 disposent déjà d'un système de chèques-repas d'une valeur nominale supérieure à 2 €, le chèque-repas est augmenté le 1<sup>er</sup> avril 2010 de 0,30 € ou de la différence entre le montant déjà octroyé et le montant maximum permis prévu à l'article 19bis §2 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Dans les entreprises où les 0,30 € précités ne peuvent être octroyés entièrement sous forme de chèques-repas le 1<sup>er</sup> avril 2010, un avantage équivalent doit être octroyé pour le solde restant à dater du 1<sup>er</sup> avril 2010.

§ 3. Par dérogation aux § 1 et 2 de cet article, dans les entreprises de fabrication, traitement, réparation, entretien, location, placement de tentes ou qui en font le commerce et qui n'octroient pas encore de chèques-repas, l'augmentation précitée de 0,30 € est remplacée par un avantage équivalent le 1<sup>er</sup> avril 2010.

§ 4. La convention collective de travail du 26 mai 2009 concernant l'octroi des chèques-repas est transposée dans une convention collective de travail à durée indéterminée par la convention collective de travail du 27 janvier 2010 concernant l'octroi des chèques-repas.

#### **CHAPITRE IV - PREPENSION CONVENTIONNELLE**

##### **1. Prépension à temps plein**

###### **Article 4**

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein à partir de 58 ans, instauré à l'époque par la convention collective de travail du 8 avril 1981, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 septembre 1981 et prolongée par la suite pour la dernière fois par la convention collective de travail du 19 mai 2010, sera poursuivi durant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 mars 2011, conformément aux conditions fixées dans les conventions collectives de travail spécifiques concernant la prépension conventionnelle à temps plein pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 mars 2011.

#### **CHAPITRE V – EMPLOI**

###### **Article 5**

Au sein du secteur, la problématique de l'emploi doit être suivie d'une façon continue. La commission paritaire demande aux entreprises sur une base permanente, au sein des organes de concertation existants, de se concerter sur l'évolution de l'emploi et ses perspectives. Dans cette concertation, il faut prévoir une place pour une politique de l'emploi et d'organisation du travail axée vers le futur. Moyennant accord au niveau de l'entreprise, les délégués des travailleurs peuvent se faire assister par des experts.

#### **CHAPITRE VI – FORMATION ET EMPLOI**

###### **Article 6**

La convention collective de travail du 29 novembre 2007 concernant la formation et l'emploi est prolongée jusqu'au 31 mars 2011 et adaptée pour la mettre en accord aux objectifs, visés à l'article 24 de la loi du 17 mai 2007 contenant l'exécution de l'Accord Interprofessionnel pour la période 2007-2008.

Au sein de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC), les mesures nécessaires pour réaliser une augmentation annuelle du degré de participation à la formation d'au moins 5% seront discutées.

## **CHAPITRE VII – SECURITE DE L'EMPLOI**

### **Article 7**

La convention collective de travail du 13 mai 1997 existante concernant la sécurité de l'emploi, l'introduction de technologies nouvelles et l'emploi, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 11 octobre 1999, continue d'être applicable jusqu'au moment où une nouvelle convention collective de travail contenant une autre procédure de sanction et un montant fixe est conclue.

## **CHAPITRE VIII – APPLICATION SECTORIELLE DE LA CCT n° 77bis et ter**

### **Article 8**

La convention collective de travail du 28 février 2008 concernant le crédit-temps a été transposée dans une convention collective de travail à durée indéterminée par la convention collective de travail du 27 janvier 2010 concernant le crédit-temps.

## **CHAPITRE IX - FONDS SOCIAL DE GARANTIE**

### **Article 9**

L'article 3, 3°, 7°, 8° et 9° des statuts du Fonds Social de garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par la convention collective de travail du 23 avril 1979, conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, coordonnant les statuts du Fonds Social de garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 11 décembre 1979, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 28 février 2008, est remplacé par les dispositions suivantes :

- «3° d'assurer le paiement de l'indemnité complémentaire dans le cadre de la prépension conventionnelle prévue dans la convention collective de travail du 9 décembre 2010 concernant la prépension conventionnelle à partir de 58 ans et dans la convention collective de travail du 9 décembre 2010 concernant la prépension conventionnelle à partir de 60 ans, ainsi que les cotisations patronales spéciales, définies à la section 2A de la loi du 27 décembre 2006 contenant des dispositions diverses (1) toutefois sans préjudice des dispositions des conventions collectives de travail concernant la prépension, conformément à l'arrêté-royal du 29 mars 2010.»;
- 7° d'assurer le paiement de l'indemnité prévue par la convention collective de travail du 12 février 2002 concernant l'indemnité complémentaire de sécurité d'existence, modifiée par les conventions collectives de travail des 2 juillet 2003 et 26 mai 2005 (article 17) et prolongée jusqu'au 31 mars 2011 par la convention collective de travail du 9 décembre 2010 contenant la prolongation de l'accord de paix sociale 2010;
- 8° d'assurer le paiement de l'indemnité prévue à l'article 6 de la convention collective de travail du 27 janvier 2010 concernant la formation et l'emploi qui conformément à l'article 6 de la convention collective de travail du 9 décembre 2010 a été prolongée jusqu'au 31 mars 2011 ;
- 9° d'assurer le paiement de la cotisation payée conformément à l'article 14, § 3, des présents statuts, en vue du financement de l'Institut pour le Recherche et l'Enseignement dans la Confection et en exécution de la convention collective de travail du 27 janvier 2010 concernant l'emploi et la formation qui conformément à l'article 6 de la convention collective de travail du 9 décembre 2010 avait été prolongée jusqu'au 31 mars 2011.»

### **Article 10**

L'article 14 des statuts du Fonds Social de garantie, fixés par la convention collective de travail du 23 avril 1979 et rendus obligatoires par arrêté-royal du 11 décembre 1979, est modifié comme suit :

- § 1. Le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visées à l'article 15 des présents statuts.
- § 2. En exécution de l'article 3, 6° des présents statuts, le Fonds verse au Fonds de Sécurité d'Existence de l'industrie de l'habillement et de la confection immédiatement après la réception des cotisations visées au § 1er du présent article un montant fixé comme suit :
- du 1er janvier 2002 au 30 septembre 2011 :  
0,29% des cotisations visées au § 1 du présent article.
- § 3. En exécution de l'article 3, 9° des statuts précités, le Fonds verse à l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC), immédiatement après la perception des cotisations un montant fixé comme suit :
- du 1er janvier 2002 au 30 septembre 2011 :  
8,82% des cotisations visées au § 1 du présent article.

### **Article 11**

L'article 15 des statuts du Fonds Social de Garantie, fixés par convention collective de travail du 23 avril 1979 et rendus obligatoires par arrêté royal du 11 décembre 1979 est modifié comme suit :

«Du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 30 septembre 2011, les cotisations patronales seront fixées à 3,4% des salaires bruts des ouvriers et ouvrières.»

### **Article 12**

L'allocation sociale complémentaire, visée à l'article 2 de la convention collective de travail du 22 juin 2001 qui est octroyée conformément à l'article 7 des statuts du Fonds Social de garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection, est fixée pour l'année 2011 à :

- 37,18 € pour les ayants droit, mentionnés à l'article 6.6 et 6.7 desdits statuts;
- 135 € pour les autres ayants droit.

Aux mêmes ayants droit, à l'exception des ouvriers visés à l'article 6.2, 6.6 et 6.7 des statuts précités, une allocation complémentaire de chômage est octroyée simultanément, lorsqu'ils ont été mis en chômage, en application des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3.7.1978 relative aux contrats de travail, pendant au moins dix jours durant la période de référence déterminée à l'article 6.2 des statuts précités. Cette allocation complémentaire de chômage est fixée par ouvrier concerné à 80 € pour les années 2008, 2009, 2010 et 2011.

## **CHAPITRE X – NON-APPLICATION DE LA CCT N° 75**

### **Article 13**

La convention collective de travail du 12 février 2002 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence est prolongée jusqu'au 31 mars 2011.

De ce fait, le secteur maintient un régime propre assurant une plus grande stabilité d'emploi ou de revenu par le biais d'un régime complémentaire de sécurité d'existence tel que visé à l'article 3 de la convention collective de travail n° 75 du 20 décembre 1999, conclue au sein du Conseil National du Travail.

Selon les dispositions de la CCT n° 75 précitée, les partenaires sociaux déclarent expressément que la réglementation existante sur la sécurité d'existence offre un avantage équivalent aux délais de préavis prolongés tels que définis par la CCT n° 75. Les délais de préavis prolongés tels que définis dans la CCT n° 75 ne doivent par conséquent pas être appliqués au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection.

## **CHAPITRE XI – JOUR DE CARENCE**

### **Article 14**

Les jours de carence qui tombent dans la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 mars 2011 inclus seront réglés en fonction de la convention collective de travail éventuellement à la conclure ou de la législation éventuelle en 2011 – 2012 en cette matière.

## **CHAPITRE XII – CONGE D'ANCIENNETE**

### **Article 15**

Chaque année, un jour de congé d'ancienneté payé sera octroyé aux ouvriers et ouvrières qui ont une ancienneté de 20 ans ou plus dans l'entreprise. On sous-entend par ancienneté : service ininterrompu auprès du même employeur. L'ancienneté éventuellement acquise par l'ouvrier/l'ouvrière dans une entreprise appartenant au même groupe d'entreprises est totalement prise en considération. Une convention collective de travail à durée indéterminée sera rédigée à ce sujet.

## **CHAPITRE XIII – REPRESENTATION SYNDICALE**

### **Article 16**

L'article 7 de la convention collective de travail du 7 mai 1976 concernant le statut de la délégation syndicale, modifié par les conventions collectives de travail des 1<sup>er</sup> octobre 1979, 22 février 1989 et 19 avril 1991, reste maintenu comme complété par l'article 20 de la convention collective de travail du 26 mai 2003 contenant l'accord de paix sociale 2003/2004.

## **CHAPITRE XIV – PROLONGATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL**

### **Article 17**

Suite au présent accord, les conventions collectives de travail suivantes sont prolongées jusqu'au 31 mars 2011 :

- La convention collective de travail du 27 janvier 2010 fixant les conditions de travail (n° d'enregistrement 99183/CO/109)
- La convention collective de travail du 27 janvier 2010 concernant la formation et l'emploi (n° d'enregistrement 99184/CO/109)
- La convention collective de travail du 19 mai 2010 concernant la prépension conventionnelle à partir de 58 ans (n° d'enregistrement 99915/CO/109)
- La convention collective de travail du 19 mai 2010 concernant la prépension conventionnelle à partir de 60 ans (n° d'enregistrement 99916/CO/109)
- La convention collective de travail du 12 février 2002 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée par la convention collective de travail du 2 juillet 2003, 26 mai 2005 (article 17) et 27 janvier 2010 (article 17 – n° d'enregistrement 99186/CO/109) ;
- La convention collective de travail du 27 janvier 2010 fixant le montant de l'allocation sociale complémentaire (n° d'enregistrement 99177/CO/109).

## **CHAPITRE XIV – PAIX SOCIALE**

### **Article 18**

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, les parties signataires garantissent le respect de la paix sociale, ce qui implique que :

- 1) toutes les dispositions relatives aux salaires et aux conditions de travail seront rigoureusement observées et ne pourront être contestées par les organisations des travailleurs ou des employeurs, ni par les ouvriers et ouvrières ou par les employeurs ;
- 2) les organisations de travailleurs, les ouvriers et ouvrières s'engagent à ne pas déposer de revendications au niveau national ou régional, ni au niveau de l'entreprise, étant donné que toutes les dispositions normatives individuelles sont réglées par la présente convention collective de travail.

--°--

# **COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 9 DECEMBER 2010 HOUDENDE VERLENGING VAN HET AKKOORD VAN SOCIALE VREDE 2010**

## **HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED**

### **Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeid(st)ers met inbegrip van de huisarbeid(st)ers van de ondernemingen welke onder het Paritair Comité voor het Kleding- en confectiebedrijf ressorteren.

## **HOOFDSTUK II - DUUR**

### **Artikel 2**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengt de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2010 houdende akkoord van sociale vrede op de wijze zoals verder aangegeven.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2011 tot en met 31 maart 2011, behalve artikelen 10 en 11 - die van toepassing zijn tot 30 september 2011 - en bevat de afspraken geldend gedurende deze periode.

## **HOOFDSTUK III - ARBEIDSVORWAARDEN**

### **Artikel 3**

De hierna volgende bepalingen van § 1. tot en met § 3. blijven verder toepasselijk gedurende de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst

§ 1. In toepassing van de bepalingen van artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2007 werd, met uitsluiting van de ondernemingen die toeleveren aan de auto-industrie en de ondernemingen die tenten vervaardigen, behandelen, herstellen, onderhouden, verhuren, plaatsen of er handel in drijven, met ingang van 1 juni 2009 een stelsel van maaltijdcheques ingevoerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 19bis §2 van het Koninklijk Besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. De maaltijdcheque heeft een nominale waarde van 2,00 EURO per maaltijdcheque, waarbij de tussenkomst van de werkgever 0,91 euro bedraagt en de tussenkomst van de werknemer 1,09 EURO bedraagt.

In de ondernemingen die reeds beschikten over een stelsel van maaltijdcheques werd de maaltijdcheque verhoogd met 0,91 EURO of met het verschil tussen het reeds toegekende bedrag en het maximum toegelaten bedrag dat is voorzien in artikel 19bis § 2. van het Koninklijk Besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders indien dit verschil lager was dan 0,91 EURO, met ingang van 1 juni 2009.

In de ondernemingen waar de hiervoor bedoelde 0,91 EURO niet volledig onder de vorm van maaltijdcheques kon worden toegekend, diende voor het resterende saldo een gelijkwaardig voordeel te worden toegekend.

Dit stelsel dient te worden verder gezet.

§ 2. Met ingang van 1 april 2010 wordt het bedrag van de werkgevertussenkomst in de maaltijdcheque verhoogd met 0,30 euro. Vanaf 1 april 2010 heeft derhalve de minimale

maaltijdcheque een nominale waarde van 2,30 EURO per maaltijdcheque, waarbij de tussenkost van de werkgever 1,21 euro bedraagt en de tussenkost van de werknemer 1,09 EURO bedraagt.

In de ondernemingen die op 31 maart 2010 reeds beschikken over een stelsel van maaltijdcheques met een nominale waarde hoger dan 2,00 euro wordt de maaltijdcheque vanaf 1 april 2010 verhoogd met 0,30 EURO of met het verschil tussen het reeds toegekende bedrag en het maximum toegelaten bedrag dat is voorzien in artikel 19bis § 2. van het Koninklijk Besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

In de ondernemingen waar de hiervoor bedoelde verhoging met 0,30 EURO op 1 april 2010 niet volledig onder de vorm van maaltijdcheques kan worden toegekend, dient voor het resterende saldo met ingang van 1 april 2010 een gelijkwaardig voordeel te worden toegekend.

- § 3. In afwijking van § 1. en § 2. van dit artikel kan in de ondernemingen die tenten vervaardigen, behandelen, herstellen, onderhouden, verhuren, plaatsen of er handel in drijven en die nog geen maaltijdcheques toekennen, de hiervoor bedoelde verhoging met 0,30 euro op 1 april 2010 worden vervangen door een gelijkwaardig voordeel.
- § 4. De collectieve arbeidsovereenkomst van 26 mei 2009 houdende toekenning van maaltijdcheques werd omgezet in een collectieve arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2010 houdende toekenning van maaltijdcheques.

## **HOOFDSTUK IV – CONVENTIONEEL BRUGPENSIOEN**

### **1. Voltijds brugpensioen**

#### **Artikel 4**

Het stelsel van het voltijds conventioneel brugpensioen vanaf 58 jaar, destijds ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981 en sedertdien verder gezet, laatst bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 2010, wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2011 tot 31 maart 2011 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende het conventioneel voltijds brugpensioen voor de periode van 1 januari 2011 tot 31 maart 2011.

## **HOOFDSTUK V – WERKGELEGENHEID**

#### **Artikel 5**

Binnen de sector moet blijvende aandacht gaan naar de tewerkstelling.  
Het Paritair Comité vraagt de ondernemingen op een permanente basis, binnen de bestaande overlegorganen, overleg te plegen over de tewerkstellingsevolutie en vooruitzichten.  
In dit overleg dient plaats te zijn voor een toekomstgericht personeelsbeleid en de toekomstige arbeidsorganisatie.  
Mits akkoord op het vlak van de onderneming kunnen werknemersafgevaardigden zich laten bijstaan door deskundigen.

## **HOOFDSTUK VI – VORMING EN TEWERKSTELLING**

#### **Artikel 6**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2007 betreffende vorming en tewerkstelling wordt voortgezet gedurende de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 maart 2011 en aangepast om deze in overeenstemming te brengen met de doelstellingen, bedoeld in artikel 24 van de wet van 17 mei 2007 houdende uitvoering van het Interprofessioneel Akkoord voor de periode 2007-2008.



In de schoot van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie ( IVOC ) zullen de maatregelen worden overlegd die nodig zijn om een jaarlijkse toename van de participatiegraad aan vorming en opleiding met minstens vijf procent te realiseren.

## **HOOFDSTUK VII – WERKZEKERHEID**

### **Artikel 7**

De bestaande Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 1997 betreffende de werkzekerheid, de invoering van nieuwe technologieën en de tewerkstelling, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 11 oktober 1999, blijft verder van toepassing tot op het ogenblik dat een nieuwe CAO met een andere sanctieprocedure en een vast sanctiebedrag wordt gesloten.

## **HOOFDSTUK VIII - SECTORALE TOEPASSING VAN CAO NR. 77 Bis en Ter**

### **Artikel 8**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2008 betreffende het tijdskrediet werd omgezet in een collectieve arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2010 betreffende het tijdskrediet.

## **HOOFDSTUK IX - SOCIAAL WAARBORGFONDS**

### **Artikel 9**

Artikel 3, 3°, 7°, 8° en 9° van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 1979, gesloten in het paritair comité van het kleding- en confectiebedrijf, houdende coördinatie van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2008, worden respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen:

- “3° het verrichten van de betaling van de aanvullende vergoeding in het kader van het conventioneel brugpensioen voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2010 betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 58 jaar en in de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2010 betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 60 jaar, evenals van de bijzondere werkgeversbijdragen, bedoeld in afdeling 2.A. van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (1) evenwel onverminderd de bepalingen op dit stuk van de hier genoemde collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende brugpensioen, in overeenstemming met het Koninklijk Besluit van 29 maart 2010.”
- “7° het uitkeren van de vergoeding, voorzien bij collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2002 betreffende een bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juli 2003 en van 26 mei 2005 ( artikel 17 ), en verlengd tot 31 maart 2011 bij de collectieve arbeidsovereenkomsten van 9 december 2010 houdende verlenging van het akkoord van sociale vrede 2010;”
- “8° het uitkeren van de vergoeding, voorzien bij artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2010 betreffende vorming en tewerkstelling die overeenkomstig artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2010 werd verlengd tot 31 maart 2011 ;”
- “9° de uitkering van de bijdrage betaald overeenkomstig artikel 14, §3 van deze statuten, ter financiering van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie en ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2010 betreffende vorming en tewerkstelling die overeenkomstig artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2010 werd verlengd tot 31 maart 2011 ;”

## **Artikel 10**

Artikel 14 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 1979 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979 wordt gewijzigd als volgt:

- “§ 1. Het Fonds beschikt over de door de werkgevers verschuldigde bijdragen, bedoeld in artikel 15 van deze statuten.
- § 2. Ter uitvoering van artikel 3, 6° van deze statuten maakt het Fonds, onmiddellijk na ontvangst van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen, aan het Fonds voor Bestaanszekerheid voor het kleding- en confectiebedrijf een als volgt vastgesteld bedrag over:
- van 1 januari 2002 tot 30 september 2011:  
0,29 % van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen.
- § 3 Ter uitvoering van artikel 3, 9° van deze statuten maakt het Fonds, onmiddellijk na ontvangst van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen, aan het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) een als volgt vastgesteld bedrag over:
- van 1 januari 2002 tot 30 september 2011:  
8,82 % van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen.”

## **Artikel 11**

Artikel 15 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 1979 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979 wordt gewijzigd als volgt:

“Van 1 januari 2002 tot 30 september 2011 worden de werkgeversbijdragen bepaald op 3,4 pct. van de brutolonen der arbeid(st)ers.”

## **Artikel 12**

De aanvullende sociale toelage, bedoeld in artikel 2 van de Collectieve arbeidsovereenkomst van 22 juni 2001 die overeenkomstig artikel 7 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid wordt toegekend zal in het jaar 2011 worden vastgesteld op:

- 37,18 EURO voor de rechthebbenden, vermeld in artikel 6.6 en 6.7 van de genoemde statuten;
- 135,00 EURO voor de overige rechthebbenden.

Aan dezelfde rechthebbenden, met uitzondering van de arbeid(st)ers bedoeld in artikel 6.2, 6.6 en 6.7 van voormelde statuten, wordt gelijktijdig een aanvullende werkloosheidsvergoeding toegekend, wanneer zij, in toepassing van de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, ten minste tien dagen werkloos werden gesteld binnen de referteperiode bepaald bij artikel 6.2 van de voormelde statuten. Deze aanvullende werkloosheidsvergoeding wordt per betrokken arbeid(st)er vastgesteld op 80 EURO in de jaren 2008, 2009, 2010 en 2011.

## **HOOFDSTUK X - NIET TOEPASSING VAN CAO NR. 75**

### **Artikel 13**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2002 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid wordt verlengd tot 31 maart 2011.

Hierdoor behoudt de sector een eigen stelsel van verruimde stabiliteit van werkgelegenheid of inkomen via een aanvullende bestaanszekerheidsregeling zoals bedoeld in artikel 3 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Verwijzend naar de bepalingen van de voornoemde CAO nr. 75 verklaren de sociale partners uitdrukkelijk dat de bestaande regelingen bestaanszekerheid in de sector een gelijkwaardig voordeel bieden als de langere opzeggingstermijnen zoals bepaald door CAO nr. 75. De langere opzeggingstermijnen zoals bepaald in CAO nr. 75 moeten derhalve in het paritair comité voor het Kleding- en confectiebedrijf niet worden toegepast.

## **HOOFDSTUK XI - CARENSDAG**

### **Artikel 14**

De, in de periode van 1 januari 2011 tot 31 maart 2011, opgenomen carensdagen zullen verrekend worden in functie van de eventueel te sluiten collectieve arbeidsovereenkomst 2011- 2012 omtrent dit onderwerp of eventueel gewijzigde wetgeving ter zake.

## **HOOFDSTUK XII – ANCIËNNITEITSVERLOF**

### **Artikel 15**

Jaarlijks wordt aan de arbeid(st)ers met een anciënniteit van 20 jaar dienst of meer in de onderneming één dag betaald anciënniteitsverlof toegekend.

Onder anciënniteit wordt verstaan: ononderbroken dienst bij dezelfde werkgever.

Eventuele anciënniteit verworven in een onderneming behorende tot dezelfde groep van ondernemingen waarbij de arbeid(st)er is tewerk gesteld wordt volledig in rekening genomen.

Er zal een collectieve arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur met betrekking tot dit onderwerp worden opgemaakt.

## **HOOFDSTUK XIII - SYNDICALE VERTEGENWOORDIGING**

### **Artikel 16**

Artikel 7 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 7 mei 1976 betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten van 1 oktober 1979, 22 februari 1989 en 19 april 1991, blijft behouden zoals aangevuld door artikel 20 van de de CAO van 26 mei 2003 houdende akkoord van sociale vrede 2003/2004.

## **HOOFDSTUK XIV - VERLENGING VAN COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN**

### **Artikel 17**

Ingevolge het huidige akkoord worden de hierna volgende collectieve arbeidsovereenkomsten verlengd tot 31 maart 2011 :

de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2010 tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden (registratienummer 99183/CO/109);

de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2010 betreffende de vorming en tewerkstelling (registratienummer 99184/CO/109);

de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 2010 betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 58 jaar (registratienummer 99915/CO/109);

de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 2010 betreffende et conventioneel brugpensioen vanaf 60 jaar ( registratienummer 99916/CO/109);

de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2002 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomsten van 2 juli 2003, 26 mei 2005 ( artikel 17 ) en 27 januari 2010 ( artikel 17 – registratienummer 99186/CO/109);

de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2010 tot vaststelling van het bedrag van de

aanvullende sociale toelage (registratienummer 99177/CO/109).

## **HOOFDSTUK XV - SOCIALE VREDE**

### **Artikel 18**

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst waarborgen de ondertekenende partijen de inachtneming van de sociale vrede, hetgeen het volgende inhoudt:

- 1) alle bepalingen betreffende de lonen en arbeidsvoorwaarden worden strikt nageleefd en kunnen niet in betwisting worden gebracht door de werknemers- of de werkgeversorganisaties, noch door de arbeid(st)ers of de werkgevers;
- 2) de werknemersorganisaties en de arbeid(st)ers verbinden er zich toe geen eisen te stellen op nationaal noch op gewestelijk vlak, noch op dat van de onderneming aangezien alle individuele normatieve bepalingen geregeld zijn door onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.